

## Formation - Devenir Prestataire de Services de Paiement, établissement de paiement ou de monnaie électronique

*Durée : 2 jours (Possibilité de participer à une seule journée)*

### Pourquoi ?

- **Comprendre les enjeux associés au choix d'un statut de PSP** (établissement de paiement ou établissement de monnaie électronique).
- **Anticiper les transformations du marché** européen des services de paiement et savoir en tirer parti.
- Identifier et évaluer les **implications opérationnelles** qui découleront des contraintes réglementaires applicables aux diverses catégories de PSP.

### Pour qui ?

- Les **équipes dirigeantes d'entreprises** étudiant la possibilité de fonder leur propre établissement de paiement (EP) ou établissement de monnaie électronique (EME), en France ou dans un autre pays de l'UE, de devenir agent ou intermédiaires en opérations de banques et services de paiement (IOBSP) ou diffuseur de monnaie électronique.
- Les **entrepreneurs**, sur des projets en lien avec le paiement.
- Les **équipes juridiques** impliquées dans le suivi d'un tel projet.

### Où ?

9 avenue Franklin Delano Roosevelt, Paris 75008

### Contact :

Téléphone : +33(0) 963 46 85 46  
Email : [formation@cantonconsulting.fr](mailto:formation@cantonconsulting.fr)

### Encadrement

#### Jean-Yves ROSSI



J-Y Rossi fonde CANTON-Consulting en 2009. Ingénieur, il pilote l'activité de R&D et participe à l'*Advisory Committee* du W3C. Il a siégé de 2007 à 2012 au Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière (CCLRF) comme représentant titulaire du Conseil d'Etat où il a directement participé à la préparation des dernières réformes dans la supervision financière et la création du marché unique des services de paiement.

## LE PROGRAMME

### 1er jour : L'agrément : Pour qui ? Pour quoi ?

#### Première partie : Enjeux, Contexte, Marchés et Réglementations

Un marché en décollage : Les nouveaux leaders ; panorama des évolutions en cours sur les grands continents ; focus sur quelques projets de référence

Notions essentielles à connaître sur les services de paiement : La vision de l'UE, le projet SEPA, SCT, SDD, DSP et DSP2, la deuxième directive sur la monnaie électronique (DME2, transposée en France par la loi du 28 janvier 2013), SCT, SDD, Règlement 260/2012/UE et échéances SEPA, 4e directive relative à la lutte anti-blanchiment la e-Money, etc...

Les obligations nouvelles : protection du consommateur, confiance et sécurité des paiements, facilitation de l'innovation (vision d'ensemble), moyens de paiement SEPA imposés au 1er février 2014.

Questions et perspectives du moment : Le paquet paiement, la DSP 2, les projets du W3C, ...

*Temps d'échange*

#### Deuxième partie : Construire son projet

Evaluer les options : Choisir son statut, la gamme : EP, EME, IOBSP, Agent, LPS ou libre établissement, Régime d'exemption, EP "limité", ...

Le rôle des superviseurs : En France : ACPR, Banque de France, CNIL ; Comparaison des politiques de supervision en Europe et options d'implantation

Le choix des activités de paiement proposées

Le champ d'intervention

Organisation des services essentiels (en interne en sous-traitance, recherche de partenaires ...) : Production du service de paiement et émission de monnaie électronique, Sous-traitance des services bancaires, Organisation des contrôles, Commercialisation et LCB, ...

*Temps d'échange*

### 2ème jour : Comment réussir son projet ?

#### Troisième partie : Réussir la mise en œuvre opérationnelle de son projet

Préparer le dossier d'agrément et bâtir sa feuille de route

Phasage du déploiement et plan d'affaires

Les modalités de production et d'organisation : sécurité, organisation, ...

Le contrôle interne et les contraintes prudentielles

...

#### Quatrième partie : Les conséquences opérationnelles du statut d'établissement sous supervision

Les principes de base

Le contrat cadre de services de paiement

La sécurisation du fonctionnement

La prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme

Les exigences opérationnelles

Le coût des exigences prudentielles

*Conclusion : échange sur les perspectives*